

INSTRUCTION N° 63-100 - T 3
du 9 Juillet 1963

CLASSEMENT
T 3

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°	du
----------	----------

CONTROLE DES ORGANISMES
CREES EN APPLICATION
DE L'ORDONNANCE N° 59-129 DU 7 JANVIER 1959
(A. S. S. E. D. I. C. ET U. N. E. D. I. C.)

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 15-281 T3 du 29 février 1960.

Un arrêté du 10 juillet 1962 (J. O. du 12 juillet 1962) a modifié les dispositions de l'arrêté du 3 juin 1959 relatif aux conditions de placement et d'emploi des fonds des Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (A. S. S. E. D. I. C.).

Le décret n° 63-609 du 24 juin 1963 (J. O. du 28 juin 1963) a de son côté modifié les dispositions de l'article 7 du décret n° 59-1287 du 12 novembre 1959 relatif aux modalités de contrôle des organisations.

Des modifications ont également été apportées au règlement relatif aux fonds sociaux. Le nouveau règlement, qui prend immédiatement effet, a été définitivement adopté par le Conseil d'Administration de l'U. N. E. D. I. C. dans sa séance du 3 avril 1963.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
36

RGS	TPG	RF
-----	-----	----

INSTRUCTION
N° 63-100-T 3
du
9 juillet 1963.

— 2 —

Ces deux textes, ainsi que la liste — mise à jour — des Associations, sont publiés en annexe à la présente instruction.

Par ailleurs, avec l'accord de l'organisme central, quelques aménagements de détail ont été apportés au plan comptable des A. S. S. E. D. I. C.

La nouvelle nomenclature comptable et l'instruction d'application établie par l'U. N. E. D. I. C. sont adressées, par pli séparé, dans les départements sièges d'associations à raison de 3 exemplaires par Trésorerie générale et 2 exemplaires par Trésorerie principale ou Recette des Finances intéressées.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,

MARTIAL-SIMON

**MODIFICATION DE L'ARRETE DU 3 JUIN 1959
PORTANT APPLICATION DE L'ARTICLE 5
DE L'ORDONNANCE N° 59-129 DU 7 JANVIER 1959
RELATIVE A L'ACTION EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI**

**LE MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET LE MINISTRE DU TRAVAIL,**

Vu l'ordonnance n° 59-129 du 7 janvier 1959 relative à l'action en faveur des travailleurs sans emploi ;

Vu l'arrêté du 12 mai 1959 portant agrément de la Convention nationale du 31 décembre 1958 créant un régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce et des textes qui lui sont annexés ;

Vu l'arrêté du 3 juin 1959 portant application de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-129 du 7 janvier 1959 relative à l'action en faveur des travailleurs sans emploi,

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté susvisé du 3 juin 1959 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« **Art. 1^{er}.** — Les fonds du régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce doivent, à concurrence d'une somme au moins égale à une fois et demie le montant des allocations versées par le régime au cours des douze mois précédents, être conservés en numéraire ou déposés soit au service des chèques postaux, soit à la Caisse des dépôts, soit à vue dans une banque.

« **Art. 2.** — Les fonds des associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce qui ne sont pas versés à l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce doivent être conservés en numéraire ou déposés soit au service des chèques postaux, soit à la Caisse des dépôts, soit à vue dans une banque.

« Les autres fonds du régime national interprofessionnel peuvent, sous réserve des dispositions de l'article 1^{er}, faire l'objet d'emplois à court terme dont le délai de remboursement n'excède pas six mois et, dans la limite de 50 p. 100 de leur montant, d'emplois à long terme.

ARTICLE 2. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1962.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le Ministre du Travail,
GILBERT GRANDVAL.

DECRET N° 63-609 DU 24 JUIN 1963
PORTANT MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7
DU DECRET N° 59-1287 DU 12 NOVEMBRE 1959

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du
Ministre du Travail,

Vu l'ordonnance n° 59-129 du 7 janvier 1959 relative à l'action des travailleurs
sans emploi, et notamment son article 6;

Vu le décret n° 59-1287 du 12 novembre 1959 relatif aux modalités de contrôle
des organismes créés en application de l'ordonnance n° 59-129 du 7 janvier 1959,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 du décret susvisé du 12 novembre 1959 est
remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. — Les fonds détenus par une association pour l'emploi dans l'industrie
et le commerce ne peuvent en aucun cas dépasser soit les trois quarts du montant
des allocations versées au cours des ~~deux~~ mois précédents, soit le montant des
contributions encaissées pendant le mois précédent. Le surplus éventuel de ces
fonds doit être viré à l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans
l'industrie et le commerce, qui les gère dans les conditions prévues par l'arrêté
visé à l'article 5 de l'ordonnance susvisée du 7 janvier 1959 pour le compte de
l'A. S. S. E. D. I. C. à laquelle ils appartiennent ».

ARTICLE 2. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le
Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juin 1963.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le Ministre du Travail,
GILBERT GRANDVAL.

REGLEMENT RELATIF AUX FONDS SOCIAUX DES ASSEDIC (*)

I. — Généralités.

L'existence de Fonds sociaux dans les ASSEDIC résulte de la volonté clairement exprimée des parties signataires de la Convention du 31 décembre 1958.

Les Fonds sociaux sont essentiellement destinés à apporter des solutions, au moins partielles, à des cas particuliers qui échappent à une réglementation générale.

A côté de ces secours individuels, pour l'octroi desquels les ASSEDIC disposent d'un large pouvoir d'appréciation, certaines actions, de caractère collectif, pourraient, par surcroît, être imputées aux Fonds sociaux. Mais ces dernières sortes de dépenses exigent l'intervention préalable de l'U. N. E. D. I. C. pour que soit garantie une unité de vues suffisante à l'intérieur de tout le Régime.

Les budgets des Fonds sociaux sont annuels et renouvelés après la clôture des comptes d'exercice.

Un Comité paritaire de gestion du Fonds social, à caractère délibératif, fonctionne dans chaque ASSEDIC.

II. — Ressources et comptabilité du Fonds social.

Chaque année, après l'arrêté des comptes et des résultats, et avant le 1^{er} juillet, le Conseil d'administration de chaque ASSEDIC ou le Bureau, s'il en a reçu délégation du Conseil, calcule et arrête le montant des sommes à affecter au Fonds social.

Ce calcul est opéré en application de la décision prise chaque année par l'U. N. E. D. I. C. et notifiée aux ASSEDIC.

Il en est dressé un état dont un exemplaire est envoyé à l'U. N. E. D. I. C. pour le 1^{er} juillet.

Il est ouvert dans les écritures de l'ASSEDIC un compte retraçant les opérations du Fonds social tant en recettes qu'en dépenses.

A la date du 1^{er} janvier de chaque année, le solde du compte est porté au passif du bilan.

Les dépenses du Fonds social sont effectuées selon les mêmes modalités que les autres dépenses de l'ASSEDIC.

III. — Emploi du Fonds social.

1. CAS SOCIAUX INDIVIDUELS

Les attributions faites à ce titre peuvent consister soit en dons purs et simples, soit en bourses ou prêts d'honneur lorsqu'il s'agit d'aider au reclassement.

Le bénéfice des attributions doit être réservé à des catégories de personnes concernées par le Régime d'Allocations spéciales de chômage (1).

(*) Pour la région parisienne, ce règlement fait l'objet d'une adaptation par le CASSO, avec l'accord de l'U. N. E. D. I. C.

(1) Eventuellement, des ayants droit de chômeurs.

INSTRUCTION
N° 63-100 - T 3
du
9 juillet 1963.

Seuls les cas particuliers sont susceptibles de recevoir une suite favorable et pour un montant à préciser chaque fois. Les ASSEDIC doivent s'abstenir de toute décision générale qui créerait des droits à prestations honorables sur les Fonds sociaux.

2. AUTRES ACTIONS

Accessoirement, le Fonds social peut ou pourra concourir à couvrir certaines dépenses à caractère collectif intéressant les objectifs généraux du Régime, principalement dans le domaine de la formation professionnelle des adultes, de l'orientation et du reclassement des handicapés physiques, soit sous forme de subventions, soit sous forme de prêts à des organismes extérieurs.

3. DISPOSITIONS DIVERSES

Puisque le budget du Fonds social est annuel et que son renouvellement n'est pas assuré d'un exercice à l'autre, les décisions des ASSEDIC doivent, dans tous les cas, concerner des engagements dont les dépenses sont liquidées au moment où l'engagement est pris et ne sauraient dépasser l'exercice en cours.

Les travaux statistiques et les études conjoncturelles nécessaires à la conduite technique du Régime, notamment à l'élaboration des budgets prévisionnels prévus à l'article 29 du Règlement, constituent une des tâches administratives fondamentales des ASSEDIC. En conséquence, les frais relatifs à de tels travaux doivent être imputés sur les frais de gestion eux-mêmes et non point sur le Fonds social.

En aucun cas, le Fonds social ne peut être utilisé pour effectuer des prêts, des avances ou assurer quelque autre avantage, direct ou indirect, aux agents des ASSEDIC.

IV. — Gestion du Fonds social. — Comité paritaire.

Au sein de chaque ASSEDIC doit fonctionner un Comité paritaire de gestion du Fonds social.

1. COMPOSITION

Ce Comité comprend :

- au titre des salariés, un membre représentant chacune des organisations syndicales membres titulaires de l'ASSEDIC,
- au titre des employeurs, un nombre de représentants égal au nombre total de représentants des salariés.

Il appartient à chaque groupe, au sein du Conseil d'administration de l'ASSEDIC, de désigner et de remplacer respectivement les membres de ce Comité.

Les fonctions en sont compatibles avec tout autre mandat au sein des organes paritaires de l'ASSEDIC, y compris la commission paritaire.

Des suppléants pourront être désignés.

Les membres du Comité sont renouvelés tous les deux ans au cours du trimestre qui suit le renouvellement des membres du Conseil d'administration.

Le Directeur de l'ASSEDIC, ou son représentant, assiste, avec voix consultative, aux réunions du Comité.

2. FONCTIONNEMENT

La présidence des séances est assurée par un membre du Comité de gestion pris alternativement dans chaque collège. Le Secrétariat en est assuré par la Direction de l'ASSEDIC.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres en exercice, c'est-à-dire qu'elles doivent recueillir au moins 5 voix. Toute proposition qui n'obtient pas 5 voix est donc considérée comme rejetée.

Chaque séance du Comité donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé par le Président de séance et par le Secrétariat.

Le procès-verbal doit comporter, pour chaque affaire examinée par le Comité, un exposé sommaire de l'affaire ainsi que l'énoncé de la décision délibérée par le Comité.

Avant la séance suivante, le procès-verbal est adressé aux membres du Comité.

Copie en est envoyée, dans le même temps, aux membres du Bureau de l'ASSEDIC, ainsi qu'à l'U. N. E. D. I. C.

C'est le Président du Conseil d'administration de l'ASSEDIC qui fixe la première réunion du Comité à l'installation duquel il procède.

Ultérieurement, c'est le Président désigné pour la séance suivante qui en provoque la réunion sur proposition de la Direction de l'ASSEDIC.

3. SAISINE

Le Comité de gestion du Fonds social est saisi soit par le bureau de l'ASSEDIC, soit par la Commission paritaire, soit par la Direction.

Les affaires qui lui sont soumises font l'objet d'un rapport écrit ou oral présenté par la Direction et destiné à informer les membres du Comité et à préciser les points sur lesquels ils ont à se prononcer.

Avant de se décider, le Comité peut prescrire toute mesure d'information qu'il juge utile.

4. EXÉCUTION

a) *Attributions individuelles :*

Indépendamment de leur inscription au procès-verbal, les décisions du Comité sont notifiées aux intéressés par la Direction de l'ASSEDIC qui a la charge de veiller à leur exécution.

En raison de leur caractère confidentiel et, notamment, pour sauvegarder la dignité des bénéficiaires, les décisions du Comité ne doivent faire l'objet d'aucune sorte de publicité.

Dans le cas où le Comité paritaire attribuerait des sommes dans des conditions irrégulières ou dépassant celles mises à sa disposition, les délégataires de signatures de l'ASSEDIC d'une part, ou l'U. N. E. D. I. C. d'autre part, pourraient s'opposer à l'exécution de ces décisions.

b) *Attributions à des Organismes :*

Avant leur notification et mise à exécution, les décisions des Comités paritaires, relatives à l'octroi de subventions ou de prêts à des organismes, sont soumises à l'agrément du Bureau de l'U. N. E. D. I. C.

A cet effet, outre le procès-verbal de la réunion du Comité, l'ASSEDIC transmet à l'U. N. E. D. I. C. un dossier permettant l'instruction de l'affaire en vue de sa présentation au Bureau lors de la plus proche réunion de celui-ci.

En cas de décision suspensive de l'exécution, le Bureau de l'U. N. E. D. I. C. devra en communiquer le ou les motifs à l'ASSEDIC intéressée.

A défaut de décision de l'U. N. E. D. I. C. notifiée dans les deux mois suivant la transmission du dossier, la décision du Comité paritaire deviendrait exécutoire à l'expiration de ce délai.

REGIME NATIONAL INTERPROFESSIONNEL D'ALLOCATIONS SPECIALES AUX TRAVAILLEURS SANS EMPLOI DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Union Nationale pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce (U. N. E. D. I. C.)
17, rue de La Baume, Paris (8^e). — Tél. : BAL 27-80.

Liste des Associations pour l'emploi dans l'Industrie et le Commerce (ASSEDIC).

NUMERO d'agrément et de référence.	DESIGNATION	COMPETENCE	ADRESSE
<u>ASSEDIC NATIONALES</u>			
28	Association pour l'emploi dans les sociétés d'assurances.	Sociétés d'assurances. Territoire métropolitain.	Paris (8 ^e), 20, rue de Léningrad.
29	Association pour l'emploi dans les banques.	Banques. Territoire métropolitain.	Paris (9 ^e), 29, rue Tronchet.
43	Assedic Marine du commerce....	Territoire métropolitain.	Paris (9 ^e), 24, rue Pierre-Semard.
53	Assedic F. N. C. C.....	Entreprises adhérentes à la Fédération nationale des coopératives de consommation.	Paris (8 ^e), 89, rue La Boétie.
<u>REGION PARISIENNE</u>			
—	Centre de coordination des ASSEDIC de la région parisienne (LASSO).	ASSEDIC professionnelles et interprofessionnelles de Seine et Seine-et-Oise.	Paris (17 ^e), 41, avenue de Villiers.
	<i>a) ASSEDIC professionnelles :</i>		
2	Assedic Métaux	Métaux de la région parisienne, Seine et Seine-et-Oise.	Paris (20 ^e), 52, rue Vitruve.
3	Assedic du bâtiment et des travaux publics.	Bâtiment et travaux publics, Seine et Seine-et-Oise.	Paris (13 ^e), 24, rue de Tolbiac.
4	Assedic « Commerce non alimentaire ».	Commerces divers (gros, demi-gros, détail), Seine et Seine-et-Oise.	Paris (8 ^e), 33, rue Jean-Goujon.
5	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce de gros de l'alimentation de la région parisienne.	Industries agricoles et alimentaires ; commerces alimentaires : gros, demi-gros et à succursales.	Paris (8 ^e), 40, rue de Liège.
6	Assedic alimentation de détail, hôtels, cafés, restaurants.	Alimentation en détail, hôtels, cafés, restaurants, Seine et Seine-et-Oise.	Paris (1 ^{er}), 20, rue Saint-Fiacre.
7	<i>b) ASSEDIC interprofessionnelles :</i>		
	Assedic Paris Centre, Cité.....	Paris : 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e arrondissements.	Paris (2 ^e), 20, rue Saint-Augustin.

NUMERO d'agrément et de référence.	DESIGNATION	COMPETENCE	ADRESSE
8	Assedic Seine Centre, Seine-et-Oise.	Paris : 8, 9 ^e , 10 ^e arrondissements et Seine-et-Oise.	Paris (16 ^e), 21, avenue Victor-Hugo.
9	Assedic Seine, Nord-Est.....	Paris : 11 ^e , 19 ^e , 20 ^e arrondissements ; communes de : Aubervilliers, Bagnolet, Bobigny, Bondy, le Bourget, Bry-sur-Marne, Drancy, Champigny-sur-Marne, la Courneuve, Dugny, Fontenay-sous-Bois, Joinville-le-Pont, les Lilas, Montreuil-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Noisy-le-Sec, Pantin, Pavillons-sous-Bois, le Perreux, Pré-Saint-Gervais, Romainville, Rosny-sous-Bois, Saint-Mandé, Saint-Maur-des-Fossés, Villemomble, Vincennes.	Paris (11 ^e), 13, rue de la Fontaine-au-Roi.
10	Assedic Seine, Sud.....	Paris : 12 ^e , 13 ^e , 14 ^e , 15 ^e arrondissements ; communes de : Alfortville, Antony, Arcueil, Bagneux, Bonneuil-sur-Marne, Boulogne, Bourgl-la-Reine, Cachan, Charenton-le-Pont, Châtenay-Malabry, Châtillon, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Clamart, Créteil, Fontenay-aux-Roses, Fresnes, Gentilly, l'Haÿ-les-Roses, Issy-les-Moulineaux, Ivry-sur-Seine, Kremlin-Bicêtre, Maisons-Alfort, Malakoff, Montrouge, Orly, Plessis-Robinson, Rungis, Saint-Maurice, Sceaux, Thiais, Vanves, Villejuif, Vitry-sur-Seine.	Paris (4 ^e), 16, rue Santerre.
11	Assedic Seine, Nord-Ouest.....	Paris : 16 ^e , 17 ^e , 18 ^e arrondissements ; communes de : Asnières, Bois-Colombes, Clichy, Colombes, Courbevoie, Epinay-sur-Seine, la Garenne-Colombes, Gennevilliers, Ile-Saint-Denis, Levallois-Perret, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Pierrefitte, Puteaux, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Suresnes, Villeneuve-la-Garenne, Villetaneuse.	Paris (17 ^e), 16, rue Henri-Rochefort.
	PROVINCE		
1	Assedic du Sud-Ouest.....	Dordogne, Gironde, Landes (à l'exception du canton de Saint-Martin-de-Saignanx), Lot-et-Garonne.	Bordeaux (Gironde), 20, rue du Maréchal-Foch.
12	Assedic « Marche-Limousin »....	Haute-Vienne, Creuse, Corrèze.	Limoges (Haute-Vienne), 5 bis, boulevard Carnot.
13	Assedic de la Basse-Loire.....	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Vendée.	Nantes (Loire-Atlantique), 11, quai Baco.
14	Assedic du Mans.....	Mayenne, Sarthe, Indre-et-Loire.	Le Mans (Sarthe), 2, rue Jeanne-d'Arc.
15	Assedic d'Eure-et-Loir	Eure-et-Loir.	Chartres, 47, rue des Vieux-Capucins.
16	Assedic de Seine-et-Marne.....	Seine-et-Marne.	Melun, 24 ter, quai Pasteur.
17	Assedic du Bas-Rhin.....	Bas-Rhin.	Strasbourg, 55, rue du Faubourg-de-Pierre.

NUMERO d'agrément et de référence.	DESIGNATION	COMPETENCE	ADRESSE
18	Assedic du Haut-Rhin.....	Haut-Rhin.	Mulhouse, 29, faub. de Colmar.
19	Assedic de Belfort-Montbéliard et Haute-Saône.	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Doubs : arrondissement de Montbéliard (sauf can- tons du Maiche, du Russey et de Clairval.	Belfort, 21, quai Vauban.
20	Assedic « Doubs-Jura ».....	Doubs : reste du département, Jura.	Besançon (Doubs), 5, rue d'Alsace
21	Assedic de la région lyonnaise.	Rhône (sauf cantons d'Amplepuis et Thisy.	Lyon, 70, rue Mollère.
22	Assedic des Alpes françaises..	Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Isère.	Grenoble (Isère), 12, boulevard Edouard-Rey.
23	Assedic de l'Ardèche et de la Drôme.	Ardèche, Drôme.	Valence (Drôme), 7, place des Clercs.
24	Assedic de l'Ain et des deux Savoies.	Ain, Savoie, Haute-Savoie.	Annecy (Haute-Savoie), 1, rue de l'Industrie.
25	Assedic de Oise et Somme.....	Oise, Somme.	Amiens (Somme), 18, rue Delpech
26	Assedic du Pas-de-Calais.....	Pas-de-Calais.	Arras (Pas-de-Calais), 2, rue Gus- tave-Colin.
27	Assedic de Bretagne.....	Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Mor- bihan.	Rennes (Ille-et-Vilaine), 9, rue de Léon.
30	Assedic de la Sidérurgie de l'Est.	Entreprises de Sidérurgie de : Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges.	Metz (Moselle), 22, En - Nexirue.
31	Assedic de Saint-Etienne et de sa région.	Loire : arrondissements de Saint-Etienne et Montbrison, Haute-Loire : arrondissements du Puy et d'Yssingaux.	Saint-Etienne (Loire), 26, rue Désiré-Claude.
32	Assedic des Alpes-Maritimes et la Corse.	Alpes-Maritimes et Corse.	Nice (Alpes-Maritimes), 22, rue Smolette.
33	Assedic du Var.....	Var.	Toulon (Var), rue Montauban.
34	Assedic des Bouches-du-Rhône et Vaucluse.	Bouches-du-Rhône, Vaucluse.	Marseille (Bouches-du-Rhône), 8, traverse du Château-Vert.
35	Assedic de la région d'Orléans.	Cher, Indre, Loir-et-Cher, Loiret, Nièvre.	Orléans (Loiret), 6, rue d'Alsace- Lorraine.
36	Assedic de Sambre, Escaut....	Nord : arrondissements d'Avesnes, Cambrai, Valenciennes.	Valenciennes (Nord), 25, rue Abel-de-Pujol, B. P. 130.
37	Assedic du Bassin de l'Adour..	Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Landes : canton de Saint-Martin-de-Saignanx.	Pau (Basses-Pyrénées), 23, rue Maréchal-Joffre.
38	Assedic de l'Aisne.....	Aisne.	Saint-Quentin (Aisne), 114, rue Denfert-Rochereau.
39	Assedic de la région Poitou- Charentes.	Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne.	La Rochelle (Charente-Maritime), 15, rue Alsace-Lorraine.

NUMERO d'agrément et de référence.	DESIGNATION	COMPETENCE	ADRESSE
40	Assedic de basse Normandie....	Calvados, Manche, Orne.	Caen (Calvados), 51, rue Basse.
41	Assedic de haute Normandie....	Eure, Seine-Maritime (sauf : arrondissement du Havre).	Rouen (Seine-Maritime), 4, rue d'Ernemont.
42	Assedic de la région havraise..	Seine-Maritime : arrondissement du Havre.	Le Havre (Seine-Maritime), 24, quai Michel-Ferré.
44	Assedic de Clermont et Centre.	Allier, Cantal, Haute-Loire : arrondissement de Brioude, Lozère : cantons d'Aumont, le Malzieu, Tournels, Marvejols, Nasbinals, Saint-Alban et Saint-Chély, Puy-de-Dôme.	Clermont-Ferrand (P.-de-D.), 6, rue de Montrognon.
45	Assedic de la région de Roubaix, Tourcoing, Halluin et environs.	Nord : communes de : Aunappes, Anstaing, Ascq, Baisieux, Bondues, Bousbecque, Chereng, Comines, Croix, Deulemont, Flers, Forest-sur-Marque, Gauson, Halbuin, Hern, Lannoy, Marcq-en-Barœul, Mouvaux, Neuville-en-Terrain, Roncq, Roubaix, Saily, Tourcoing, Toufflers, Tressin, Warneton, Wasquehal, Wattrelos, Willems, Wervicq.	Tourcoing (Nord), 21, rue de l'Abbé-de-l'Epée.
46	Assedic « Languedoc-Cévennes ».	Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère (à l'exception des cantons d'Aumont, Four-nels, le Malzieu, Marvejols, Nasbinals, Saint-Alban et Saint-Chély).	Montpellier (Hérault), 48, avenue Georges-Clemenceau.
47	Assedic de la région roannaise.	Loire : arrondissement de Roanne, Saône-et-Loire : canton de Chauffailles. Rhône : cantons de Thisy et Amplepuy.	Roanne (Loire), 27, rue Alexan-dre-Raffin.
48	Assedic de Toulouse.....	Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne, Pyrénées-Orientales.	Toulouse (Haute-Garonne, allée Paul-Sabatier, n° 10.
49	Assedic de Lille.....	Nord : arrondissements de Douai, Dunkerque et Lille (à l'exception des communes rattachées à l'Assedic de Roubaix, Tourcoing, voir ci-dessus 45).	Lille (Nord), 14, boulevard Vau-ban.
50	Assedic de Bourgogne.....	Côte-d'Or, Saône-et-Loire (sauf canton de Chauffailles).	Chalon-sur-Saône, 9, rue Cl.-Denfert.
51	Assedic de la Champagne.....	Aube, Marne, Haute-Marne, Yonne, Meuse : Etablissements adhérents au Comité métal-lurgique de Champagne.	Reims (Marne), 8, rue Camille-Lenoir.
52	Assedic de Nancy.....	Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse (à l'exception des établissements adhérents au Comité métallurgique de Champagne), Moselle, Vosges (à l'exception des entre-prises sidérurgiques).	Nancy (Meurthe-et-Moselle), rue de la Source, n° 35.